



Communiqué de presse *Diffusion immédiate*

10 décembre 2008

RD Congo / Conseil européen : La France doit montrer l'exemple

Alors que les Chefs d'Etat et de gouvernement des 27 Etats membres participent demain au Conseil de clôture de la présidence française de l'Union européenne, les ONG françaises Oxfam France – Agir ici, CARE, ACAT France, la Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme (FIDH), la Ligue des droits de l'Homme (LDH), COSI, le Secours catholique – Caritas France et Human Rights Watch appellent Nicolas Sarkozy, Président en exercice de l'Union européenne, à mettre le déploiement urgent d'une force européenne de protection des civils au sommet de l'ordre du jour du Conseil. La France doit montrer l'exemple en annonçant des contributions fermes et concrètes non seulement à cette force européenne mais également aux renforts de la MONUC qui devraient être déployés d'ici quatre mois selon le Secrétaire général des Nations unies.

Le Conseil de Sécurité des Nations unies a approuvé il y a trois semaines le déploiement de renforts pour la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) afin d'être mieux en mesure de protéger les civils, mais de tels renforts mettront plusieurs mois à être effectivement déployés sur le terrain. C'est pourquoi l'Union européenne, qui détient elle la capacité militaire et opérationnelle pour agir rapidement, doit déployer une force qui pourrait dès aujourd'hui protéger efficacement les populations et ce jusqu'à l'arrivée des renforts de la MONUC. Le Secrétaire Général des Nations unies l'a reconnu et a adressé une requête urgente en ce sens aux Européens.

Plusieurs pays européens ont déjà indiqué leur volonté et leur disponibilité pour participer à une telle force. La France, par la voix de son ministre des Affaires étrangères et européennes, a estimé hier que « ne pas répondre serait une démission morale ». Mais de réunions en sommets, la décision que les populations congolaises attendent ne cesse d'être reportée.

Pourtant, sur le terrain les combats se poursuivent entre différentes factions malgré la signature de nombreux accords de paix. Aucun cessez-le-feu global ne protège réellement les civils qui continuent d'être les principales victimes des affrontements incessants.

Le Conseil européen de clôture de la présidence française ne doit pas se conclure sur un constat d'échec de la *Politique européenne de sécurité et de défense* (PESD), dont la France avait fait l'une de ses priorités ; il ne doit pas non plus sonner le glas de la « Responsabilité de Protéger » de l'Union européenne (1).

Notes

1 - Lors du Sommet mondial de l'ONU de 2005, presque tous les gouvernements du monde ont reconnu leur "Responsabilité de Protéger" leurs populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité, ainsi que la responsabilité de la communauté internationale d'abord de soutenir les gouvernements dans cette démarche, puis d'agir si un gouvernement manquait de protéger ses propres citoyens.

Contacts presse

- ACAT France : Clément Boursin 06 74 14 29 12 clement.boursin@acatfrance.fr
- CARE : Alexandra Banget-Mossaz 01 53 19 89 92 banget-mossaz@carefrance.org
- Oxfam France – Agir ici : Magali Rubino 01 56 98 24 45 / 06 30 46 66 04 mrubino@oxfamfrance.org
- FIDH : Gaël Grilhot 01 43 55 90 19 ggrilhot@fidh.org
- Ligue des droits de l'Homme : Pavlina Novotny 01 56 55 51 08 pavlina.novotny@ldh-france.org
- Secours catholique – Caritas France : Anne Bonnefont 01 45 49 74 93 / 06 07 12 46 36 anne-bonnefont@secours-catholique.org
- Cosi : Jean-François Ploquin 06 84 33 91 46 cosi-lyon@wanadoo.fr
- Human Rights Watch : Jean-Marie Fardeau 01 43 59 55 31 / 06 45 85 24 87